

Technical and Bibliographic Notes / Notes techniques et bibliographiques

The Institute has attempted to obtain the best original copy available for scanning. Features of this copy which may be bibliographically unique, which may alter any of the images in the reproduction, or which may significantly change the usual method of scanning are checked below.

L'Institut a numérisé le meilleur exemplaire qu'il lui a été possible de se procurer. Les détails de cet exemplaire qui sont peut-être uniques du point de vue bibliographique, qui peuvent modifier une image reproduite, ou qui peuvent exiger une modification dans la méthode normale de numérisation sont indiqués ci-dessous.

- Coloured covers /
Couverture de couleur
- Covers damaged /
Couverture endommagée
- Covers restored and/or laminated /
Couverture restaurée et/ou pelliculée
- Cover title missing /
Le titre de couverture manque
- Coloured maps /
Cartes géographiques en couleur
- Coloured ink (i.e. other than blue or black) /
Encre de couleur (i.e. autre que bleue ou noire)
- Coloured plates and/or illustrations /
Planches et/ou illustrations en couleur
- Bound with other material /
Relié avec d'autres documents
- Only edition available /
Seule édition disponible
- Tight binding may cause shadows or distortion
along interior margin / La reliure serrée peut
causer de l'ombre ou de la distorsion le long de la
marge intérieure.

- Additional comments /
Commentaires supplémentaires:

Pagination continue.

- Coloured pages / Pages de couleur
- Pages damaged / Pages endommagées
- Pages restored and/or laminated /
Pages restaurées et/ou pelliculées
- Pages discoloured, stained or foxed/
Pages décolorées, tachetées ou piquées
- Pages detached / Pages détachées
- Showthrough / Transparence
- Quality of print varies /
Qualité inégale de l'impression
- Includes supplementary materials /
Comprend du matériel supplémentaire

- Blank leaves added during restorations may
appear within the text. Whenever possible, these
have been omitted from scanning / Il se peut que
certaines pages blanches ajoutées lors d'une
restauration apparaissent dans le texte, mais,
lorsque cela était possible, ces pages n'ont pas
été numérisées.

L'OBSERVATEUR,

JOURNAL CRITIQUE.

J'observe tout; j'appuie le bon; je combats le mauvais, et je dis, en riant, à chacun la vérité.

VOL. II.

QUÉBEC, MERCREDI 10 AOUT, 1859.

No. 17.

CONDITIONS DE CE JOURNAL :

L'OBSERVATEUR

PARAIT

UNE FOIS PAR SEMAINE.

On s'abonne chez L. M. DARVEAU, au No. 26, rue D'Aiguillon, faubourg Saint-Jean, Québec.

L'abonnement est de cinq chelins par année, payables INVARIABLEMENT d'avance.

Nous prévenons nos abonnés et le public, que monsieur JOSEPH LAROCHE est autorisé à recevoir les sommes dues à cet établissement et d'en donner quittance.

METROPOLE ET COLONIE.

I.

Quand on étudie l'histoire du pays, on découvre immédiatement la cause de la crise actuelle. On est même surpris de la trouver aussi palpable, aussi vivante. Il en est qui s'imaginent et qui soutiennent que la position précaire du peuple Canadien est due à la guerre de Crimée, à celle des Indes, et même à la celle d'Italie! Enfin, selon ces hommes, tous nos malheurs ne datent que d'hier!

Sans doute que les événements qui ont eu lieu et auxquels l'Angleterre a été liée, ou ceux qui s'accomplissent actuellement et auxquels elle est indirectement tenue de prendre part, ont dû et doivent influencer la marche des affaires en Canada, mais il faut être bien aveugle pour ne point voir, ou bien obstiné pour ne pas admettre que si nous ne pouvons résister à la crise actuelle, c'est que notre état de faiblesse provient d'un mal antérieur aux causes que l'on cite. Pour réduire un peuple à l'état où en sont, aujourd'hui, les Canadiens, il faut beaucoup plus de temps qu'on ne croit. Il suffit de feuilleter un peu l'histoire du pays pour se convaincre qu'il y a plus d'un siècle que le mal qui ronge, aujourd'hui, le peuple, a pris racine dans son cœur. En effet, quand en 1760, les anglais devinrent les possesseurs du sol, ils durent nécessairement avoir l'intention de faire du Canada, au moins à leur manière, un pays prospère, un puissant empire. Car bons ou mauvais, tous les hommes d'état prétendent gouverner les peuples pour les rendre heureux. Or les hommes d'état

qui, à cet-époque, gouvernaient l'Angleterre, avaient ou du moins prétendaient avoir ce désir. Mais, bientôt, leurs actes démentirent leurs paroles.

C'était inévitable.

Toute métropole qui veut conserver une colonie, ne pouvant la posséder que par la force ou l'argent, doit se créer parmi les colons un parti pour appuyer son monopole et défendre son administration.

Dès lors il y a deux partis; et conséquemment plus d'union, plus de prospérité pour les colons.

(A continuer.)

AFFAIRES MUNICIPALES.

Vendredi dernier, le maire Langevin, appuyé d'une lettre de l'avocat de la Corporation a maintenu la décision prise par le maire-suppléant Pope relativement au conseiller Gingras. Ainsi, un règlement de la Corporation donne le droit au conseiller Gingras et à la majorité du Conseil; et une clause de l'acte d'incorporation favorise la minorité.

Ce n'est pas seulement d'aujourd'hui que les règlements de la Corporation se trouvent en contradiction avec la loi.

A la même séance, le maire Langevin a donné lecture de divers documents relatifs au Chemin de fer du Nord. Voici à quelles conditions les capitalistes offrent de construire ce chemin de fer :

" Par ces lettres, le bureau de Direction verra que des hommes influents sur le marché monétaire anglais, des hommes qui n'ont pas pour habitude de prendre part à des entreprises de la nature de celle qui nous occupe, et qui par cela même sont plus propres que d'autres à nous être utiles, sont prêts à appuyer notre projet de toute leur influence, de leurs noms, de leurs recommandations et de leurs souscriptions, et ce aux conditions mentionnées par eux.....

" Avant mon départ pour l'Europe, la Corporation de Québec consentit à ce que la Compagnie émit des débentures au montant de £500,000 sterling, et que ces débentures eussent pour leur intérêt la préférence sur les £300,000 d'actions de la Corporation. Or, ces débentures devant être rachetables en 20 ans, la préférence devait conséquemment durer aussi 20 années.

" Maintenant la proposition qui nous est faite est que la Corporation consente à ne recevoir, pendant dix ans, d'intérêt sur

sa souscription de £300,000 qu'après que 6 par 100 auront été payés sur le reste du capital, c'est-à-dire sur £1,250,000 sterlings, le capital étant de £1,500,000.

" Cette proposition est presque semblable à ce à quoi la Corporation a déjà consenti, puisque la préférence de 20 ans pour £500,000 équivaut à une préférence de 10 ans pour £1,000,000; et la seule différence importante est la seconde proposition qui est que la Corporation renonce en faveur de la Compagnie à sa part des terres octroyées par la Législature. Cette part serait d'environ £250,000 acres, chaque louis sterling souscrit et payé donnant droit à un acre de terre."

C'est évident; le maire Langevin a fait aux dépens des citoyens un charmant voyage, mais sommes nous plus assurés, maintenant, d'avoir ce chemin de fer, que nous l'étions il y a deux mois, il y a dix ans? Evidemment non. Une chose cependant, est certaine: c'est que croyant réussir comme ses prédécesseurs, le maire Langevin veut, lui aussi, faire du capital politique avec cette question.

Le maire Langevin qui demande aux Québécois de faire des sacrifices! Allons donc, cher petit, on sait au profit de qui se feraient ces sacrifices!

Quand il s'agit de faire des sacrifices il faut des garanties que ces sacrifices ne seront pas faits inutilement. Or, les capitalistes anglais, ne disent pas qu'ils feront le chemin de fer du Nord si on leur abandonne tout ce que la cité possède; mais, seulement, ils déclarent qu'ils sont prêts à appuyer notre projet de toute leur influence, de leurs noms de leurs recommandations et de leurs souscriptions.

Oui, oui, on connaît la valeur de ces promesses! Elle équivalent à ceci: Monsieur le maire, jetez de la poudre aux yeux des Québécois, décidez les à nous accorder tout ce que nous demanderons; nous créerons des places, nous agirons de manière à faire croire à l'entreprise, mais comme, entre nous, il est entendu que nous n'avons nulle envie de risquer un sou pour Québec, vous comprenez de quelle manière il faut vous comporter si vous voulez retirer vous aussi, quelques marrons du feu!"

Ah! c'est toujours le même système: de la blague, de la blague, et toujours de la blague!

Pour les capitalistes, il y a une grande différence entre souscrire et faire un versement!

Cependant nous sommes loin de vouloir empêcher la construction du Chemin de fer du Nord. Trop d'ouvriers comptent sur cette entreprise; nous voulons exprimer notre opinion d'ailleurs partagée par un grand nombre, à savoir: que le Chemin de fer du Nord, malgré tous les sacrifices qui seront faits, ne sera pas même commencé! Les hommes qui ont la direction de cette entreprise nous inspirent assez peu de confiance pour n'avoir plus d'espoir. Il faudrait d'autres directeurs pour retremper l'opinion publique tant de fois trompée.

Voilà notre opinion.

A l'assemblée publique des citoyens qui sera convoquée prochainement, sans doute, l'opinion contraire prévaudra certainement: le maire Langevin le veut. Eh! bien soit: dans quelques mois nous aurons malheureusement raison. Mais puis qu'un génie fatal plane sur le vieux Québec, qu'on sacrifie donc tout, et si les ambitieux et les intrigants absorbent encore cette fois ce qu'on aura donné, ma foi, qu'il ne soit plus question de prospérité pour Québec.

Nous attirons l'attention de nos lecteurs sur l'annonce de monsieur Peltier. Le mérite et la capacité de ce monsieur comme calligraphe et sténographe nous dispensent de commenter son système et d'en faire ressortir l'utilité et les avantages.

La troupe française après avoir, pendant une semaine, excité, chaque soir, l'admiration des spectateurs, fait couler des larmes ou fait rire à gorge déployée, est repartie de Québec laissant après elle, des souvenirs ineffaçables.

Nous lisons sur les journaux de Montréal qu'un monsieur Duncan Bruce a été traduit devant monsieur Coursolles à la cour de Quartier de Sessions parce que l'usine à engrais dont il est propriétaire est une nuisance publique. Il est plus que probable qu'il sera condamné à tenir cette usine en dehors des limites de la ville. Nous conseillons aux citoyens qui ont pétitionné pour faire disparaître du faubourg Saint-Jean, la manufacture de ciment du conseiller Gauvreau, d'imiter les Montréalais.

L'Univers journal dont le Courrier du Canada est le reflet, a reçu un second avertissement officiel, pour "avoir publié des articles qui contenaient les attaques les plus odieuses, contre la religion et l'armée, et qui étaient de nature à exciter la haine entre la population et l'armée unies dans un sentiment commun d'ordre et de gloire nationale."

Parlant du chemin de fer du Nord, L'Ere Nouvelle dit:

"Ce n'est pas la faute des citoyens de cette cité, ce n'est pas celle du gouvernement, oh non, mais celle d'une douzaine d'hommes de Québec, à 3 lieues de nous, qui veulent faire un chemin de fer et qui n'ont pas assez de capitaux pour payer le loyer d'un bureau d'affaires: n'est-ce pas se jouer des intérêts publics de toute une population, enfin entraver le développement et le progrès des affaires de la province? jusqu'à quand ce scandale durera-t-il?"

"Dans ce nouveau monde, il y a des forêts à abattre, des terres à défricher, des manufactures à créer, et pour cela il nous faut, non des guerriers ou des nobles, il nous faut des cultivateurs ou des artisans. La hache et le marteau, voilà nos armes; voilà les armes qui ont fait l'Amérique telle qu'elle est. L'épée n'y peut rien maintenant. Les cultivateurs et les industriels, voilà les vrais nobles du continent américain." — ("La Guêpe.")

Parmi les différents rapports lus à la dernière séance du Conseil-de-Ville nous en remarquons un qui désapprouve l'augmentation du salaire de monsieur Fages; d'un autre côté, on recommande fortement d'augmenter le salaire de monsieur Bailargé.

Pourquoi cette distinction, cette préférence? Est-ce parce que le premier ne reçoit qu'un salaire qui n'est pas en proportion avec son mérite et son labeur, et que le dernier a un salaire suffisant? Ne serait-ce pas plutôt pour favoriser le côté où il y a plus d'influence à capter?

Rénumérons bien les employés publics qui remplissent leur charge à la satisfaction de tous, soit; mais point de privilège pour favoriser l'un au détriment de l'autre.

Ce matin, l'huissier de la Corporation a vendu à l'encan, sur le marché du Palais, le portrait du maire Langevin.

Voici comment la chose est arrivée: Le débiteur fit encadrer les trois ou quatre gravures publiées sur L'Observateur au sujet du maire, et mit le cadre au nombre de ses meubles!

Nous devons ajouter que si la vente du portrait du maire n'a pas produit pour payer les frais de la criée, les enchérisseurs se sont bien amusés.

Les nommés Joseph Larose, magon, ci-devant surveillant de la halle Champlain et Narcisse Larue, naguère surveillant d'un des phares érigés dans le bas du golfe, ont été nommés inspecteurs des nouvelles prisons et cours de justice que le gouver-

nement se propose de faire ériger. Tout le monde s'accorde à dire que ces deux inspecteurs rempliront leur charge à la satisfaction du..... ministère, vu qu'ils peuvent signer et certifier merveilleusement bien les comptes publics!

Le Pilot de Montréal annonce que le duc de Newcastle et le prince de Galles nous arriveront l'année prochaine! Où les logerons-nous? Et paieront-ils leur pension?



L'opinion générale est que le maire Langevin, malgré son voyage à Londres se trouve un doigt dans l'oreille et l'autre..... sur le Chemin de fer du Nord.

GEORGE-ETIENNE CARTIER. (*)

(Deuxième séance.)

Encore un coup de pinceau.

Depuis la dernière séance, monsieur Cartier n'est pas resté oisif. S'il n'a pas fait du progrès pour le bien du peuple, il a fait du chemin! Lui aussi a voulu faire son petit tour d'Europe.... mais aux dépens de la province! Que diable! quand on s'avoue le compatriote de la Pompadour et que chez le secrétaire des colonies Bulwer, on a eu l'insigne honneur de manger dans la vaisselle de la maîtresse de Louis XV, on peut bien faire payer les marrons à la province!

Avant le départ de George-Etienne Cartier pour Windsor, la barque minist-

(*) Voir Vol. I, No. 2.

térielle qu'il conduisait en société avec son compère John A. McDonald, chavira subitement. On crut tous les moutons perdus! Mais les deux bergers s'y étaient pris de manière à éviter un naufrage. Ils se cramponnèrent si bien aux débris de la barque que Sir Edmund Head eut le temps de les sauver.

L'histoire dira donc que sous un gouvernement responsable, des ministres obligés d'abandonner leurs portefeuilles, les reprisent au bout de vingt-quatre heures au moyen d'un parjure public! L'histoire ajoutera qu'un gouverneur se fit leur complice!

En attendant le jugement de l'histoire, le procureur-général Cartier stigmatisé par l'opinion publique, accusé par elle d'être sinon le seul, du moins le principal auteur de l'effrayante pauvreté du pays, traîne la barque ministérielle à peu près comme le galerien son boulet. Le premier ministre a le pouvoir, mais ce qu'il n'a jamais eu et ce qu'il n'aura probablement jamais : c'est l'amour de ses concitoyens. Trahis, vendus et livrés par lui, ils se vengent par le mépris? Tout ce qu'il fait, entreprend ou promulgue est condamné d'avance, parce que l'on sait que du cœur d'un traître ne peut surgir une bonne pensée, une bonne action! Parce qu'un ministre parjure ne peut dire la vérité ni rendre justice!

Ah! comme le marin de Saint-Malo doit tressaillir d'indignation dans sa tombe en voyant son nom ainsi traîné dans la boue par le transfuge de 1837!

NOUVELLES D'EUROPE.



Garibaldi a eu une longue entrevue avec La Marmara, ministre de la guerre, en Piémont. Garibaldi espère que Victor Emmanuel n'abandonnera point la cause nationale. On s'attend de jour en jour à voir Garibaldi, dans la Romagne, à la tête de cinquante mille volontaires.

En Piémont une nouvelle loi électorale sera présentée. Le roi et le parlement iront alternativement de Turin à Milan. Voudrait-on par hasard imiter le système ambulante du Canada?

Napoléon devait entrer dans Paris à la tête d'une partie de l'armée d'Italie, dimanche le 14 de ce mois.

En Angleterre les armements continuent.

Les troupes suisses à la solde du roi de Naples ont refusé de servir si on leur otait leur drapeau et costume helvétiques. On a massacré un certain nombre d'entre elles, et le reste a reçu la permission de retourner en Suisse.

TABLEAU CHRONOLOGIQUE DES PRINCIPAUX ÉVÉNEMENTS DE LA GUERRE: (*)

- 10 juin. Garibaldi entre à Bergame. Les Autrichiens évacuent Pavie et Plaisance.
- 11 juin. Les Autrichiens évacuent Lodi, ainsi que Bologne et Ancône. Retraite du ministère Derby en Angleterre. Lord Palmerston est invité à former un cabinet. Le quartier général des Français s'avance jusqu'à Corgonzola.
- 12 juin. L'avant-garde de l'armée française passe l'Adda à Cassano, et les Piémontais, à Vaprio. Les Autrichiens complètent leur évacuation des Etats du Pape et se retirent aussi de Modène. Mort du prince de Metternich.
- 13 juin. Les Autrichiens abandonnent Pizzighetone. Garibaldi à Brescia. Cette ville et Crémone se prononcent pour le roi de Sardaigne. L'armée alliée passe l'Oglio.
- 14 juin. Le duc de Modène arrive à Mantoue. Le général Urban occupe Cavriana, mais l'évacue la même nuit. Emeute à Venise.
- 15 juin. Garibaldi repoussé à Castenedolo par des forces écrasantes autrichiennes, se retire vers Lonato.
- 16 juin. Le général comte Schlick prend le commandement de la seconde armée autrichienne, en remplacement de Giulay. Le quartier général de Napoléon III est transféré à Covo. L'empereur d'Autriche à Travigliato.
- 17 juin. Les Autrichiens occupent Montechiaro et Castiglione.
- 18 juin. Les souverains alliés entrent à Brescia. Les Autrichiens occupent le col de Stelvio. L'empereur d'Autriche prend le commandement en chef de son armée. Massacre de Pérouse, par les troupes étrangères au service du Pape.
- 19 juin. La troisième division de la flotte de l'Adriatique met à la voile de Toulon.
- 20 juin. Les Autrichiens abandonnent Montechiaro, Castiglione et Lonato.
- 21 juin. L'empereur des Français et le roi de Sardaigne partent de Brescia pour le nouveau camp. Les Autrichiens occupent de nouveau Montechiaro et Castiglione. François-Joseph établit son quartier-général à Villafranca.
- 22 juin. Les Français passent la Chièse à Montechiaro et poussent une reconnaissance jusqu'à Gotto. Le quartier-général de l'Empereur d'Autriche est à Valleggio.
- 23 juin. Les Autrichiens repassent le Mincio en grandes forces et occupent Pozzolengo, Solferino et Cavriana.
- 24 juin. Grande bataille de Solferino; 250 mille Autrichiens sont défaits par les alliés, au nombre de 150,000. Les Autrichiens repassent le Mincio. Le

(*) Voir Vol. II, No. 13.

quartier-général des alliés est à Cavriana.

27 juin. Une partie des troupes de Garibaldi, sous le commandement du major Medici, occupent la passe de Tonal, entre Val Camonica et le Tyrol.

28 juin. Les alliés passent le Mincio.

29 juin. L'avant-garde des alliés s'avance jusqu'à Villafranca.

30 juin. Le quartier-général de Napoléon III est établi à Volta. Le corps du prince Napoléon joint l'armée des alliés à Valleggio. Les Piémontais et une partie du corps de Baraguay-d'Hilliers commencent le siège de Peschiera.

3 juillet. L'empereur, passant le Mincio, transfère son quartier-général de Volta à Valleggio.

4 juillet. Dix mille hommes de troupes françaises débarquent dans l'île de Lussin-Piccolo, dans l'Adriatique. Grand Te Deum chanté à la cathédrale de Paris, pour la victoire de Solferino.

5 juillet. Les Autrichiens se retirent de Bormio, après une vive rencontre dans laquelle ils sont battus par Garibaldi.

8 juillet. Armistice conclu à Villafranca entre les deux empereurs. Zara est bombardée par la frégate française l'Impétueuse.

11 juillet. Entrevue de Napoléon III et de François-Joseph. La guerre est terminée par la paix de Villafranca.

EXTRAITS POUR RIRE.

** Voici une petite anecdote qui a un peu vieilli, il est vrai, mais nous croyons qu'elle n'a jamais reçu l'honneur de la publicité :

MM. R.... et D.... deux jeunes avocats de Montréal, se trouvant, il y a quelques années, dans une tournée électorale, arrivaient au village de L...., lorsqu'ils firent la rencontre de maître Pierre, espèce d'imbécile, ou au moins qui était considéré comme tel aux yeux des intelligents citoyens de l'endroit.

En apercevant notre homme, nos deux avocats qui ne manquaient pas d'esprit, entreprennent de s'amuser à ses dépens.

—Pierre, lui disent-ils, as-tu su la grande nouvelle!...

—Quelle nouvelle?

—La mort du diable.

—Comment? le diable est mort!...

Assitôt Pierre met la main dans son gousset en tire deux gros sous, et les présentant à nos deux rieurs stupéfaits :

—Tenez, leur dit-il, prenez, pauvres orphelins!...

—(La Guêpe.)

* Dialogue entre un visiteur et un domestique de bonne maison :

—LE VISITEUR. Monsieur y est-il?

—LE DOMESTIQUE. (embarrassé). Oui, monsieur... mais...

—LE VISITEUR. Ah! il est en affaire?

—LE DOMESTIQUE. Oh ! non, monsieur... mais..

—LE VISITEUR. Il n'est donc pas visible ?

—LE DOMESTIQUE. Oh ! si, monsieur... ; mais c'est que, voyez-vous, monsieur est en train de se mourir.

—LE VISITEUR. Oh ! mon Dieu !

—LE DOMESTIQUE. Oui, il passé tout à cette heure.

* * * Un prédicateur prêchant sur la tempérance disait, entre autres choses, que le boire et le manger n'étaient pas du royaume céleste. Un ivrogne, que ce régime céleste n'arrangeait point du tout, éleva la voix et dit avec la plus grande naïveté : "C'est fort bien ! mais, en attendant, je mettrais toujours une bouteille sur la table, et boirait qui voudrait."

* * * Un avocat fort laid, et qui n'avait presque point de nez, ne pouvant venir à bout de lire une pièce qu'on lui ordonnait de lire à l'audience, un conseiller, qui avait le nez de bonne taille, dit : "Qu'elqu'un n'a-t-il point de lunettes pour donner à cet avocat ?" L'avocat, se sentant piqué, répondit : "Il faut aussi, monsieur, pour pouvoir m'en servir, que vous me prêtiez votre nez ?"

* * * Henri Etienne parle d'un juge de son temps qui n'avait qu'une formule en matière de procès criminels. Si le prisonnier était vieux : "Pendez, pendez, disait-il, il en a bien fait d'autres." S'il était jeune : "Pendez, pendez, il en fera bien d'autres."

* * * Un conseiller s'était endormi à l'audience. Le président qui recueillait les voix, ayant demandé la sienne à ce conseiller, il répondit, en se frottant les yeux : "Qu'on le pendre ! qu'on le pendre !"

—Mais c'est un pré dont il s'agit.

—Eh bien ! qu'on le fauche."

* * * Un homme de Pérouse, fort obéissant, s'en allait dans la rue tout mélancolique. Quelque passant lui demanda quel était le sujet de sa tristesse : "Je dois, dit-il, et je ne saurais payer."

—Bon ! lui répartit l'autre, laissez cette inquiétude à votre créancier."

* * * Un particulier ayant un œil d'émail qu'il ôtait lorsqu'il se couchait, se trouvant dans une auberge, donne cet œil à la servante pour qu'elle le mette dans l'eau. Celle-ci ne bougeant pas, il lui demande ce qu'elle attend : "Que vous me donniez l'autre," répond la servante.

* * * Un homme avait été inutilement à Rome chercher un chapeau de cardinal. En étant revenu fort enrhumé, quelqu'un dit qu'il ne fallait pas s'en étonner, puisqu'il était venu de si loin sans chapeau.

* * * Un oncle, transporté de colère contre son neveu, courait sur lui le bâton à la main. Le jeune homme se trouvant au bas d'un escalier, se retourne et dit : "Monsieur, ne descendez pas, et songez que, passé le quatrième degré, l'on n'est plus parent."

* * * Thouin, le pépiniériste du Jardin des Plantes, avait chargé un domestique, fort simple, de porter à Buffon deux belles figues de primeur. En route, le domestique se laissa tenter et mangea l'un de ces fruits. Buffon, sachant qu'on devait lui en envoyer deux, demanda l'autre au valet, qui avona sa faute : "Comment donc as-tu fait ?" s'écria Buffon. Le domestique prit la figue qui restait, et, l'avalant : — "J'ai fait comme cela," dit-il.

* * * Lorsque le maréchal de la Ferté fit son entrée dans Metz, les juifs vinrent pour le saluer comme tous les autres. Quand on lui eut dit qu'ils étaient dans l'antichambre : "Je ne veux pas voir ces marauds-là, dit-il, ce sont eux qui ont fait mourir mon maître, qu'on ne les fasse pas entrer." On fut leur dire que M. le maréchal ne pouvait leur parler ; ils répondirent qu'ils en étaient extrêmement fâchés, et qu'ils lui apportaient un présent de quatre mille pistoles. On rapporta promptement cela aux maréchal, qui répondit : "Faites-les entrer, ces pauvres diables ; ils ne le connaissent, ma foi ! pas, quand ils l'ont crucifié."

* * * Montesquieu disputait sur un fait avec un conseiller du parlement de Bordeaux, homme de beaucoup d'amour-propre et de mince mérite. A la suite de plusieurs raisonnements débités avec fougue, notre conseiller s'écria : "Monsieur le président, si cela n'est pas comme je vous le dis, je vous donne ma tête."

—Je l'accepte, répondit Montesquieu ; les petits présents entretiennent l'amitié."

* * * Gresset, l'auteur de 'Vert-Vert', avait dit, dans un cercle, que Jean-Jacques Rousseau était un ours. A quelque temps de là, le philosophe de Genève, passant par Amiens, alla voir Gresset. Après une demi-heure d'entretien, pour lequel l'académicien avait été obligé de faire tous les frais, Jean-Jacques lui dit en se retirant : "Convenez, monsieur, qu'il est moins aisé de faire parler un ours qu'un perroquet."

* * * A la suite d'une discussion politique très violente, deux adversaires se rendirent sur le pré. On se battit au pistolet, et l'un des combattants ayant été blessé s'écria : "Je suis atteint, mais je ne suis pas convaincu."

* * * On parlait, dans un cercle, de la métempsychose. Un financier, qui croyait faire une excellente plaisanterie, se met à dire : "Je me souviens d'avoir été le veau d'or.—Vous n'en avez perdu que la dorure," lui répondit-on.

DÉCEDÉ.

Dimanche, le 7 du courant à Saint-Roch de Québec, à l'âge de 12 mois, Christophe-Isaac-Alphonse, enfant de Christophe Fournier, meublier.

ANNONCES.

M. LOUIS PELTIER,
PROFESSEUR DE CALLIGRAPHIE.
ET DE
STÉNOGRAPHIE.

ANNONCE avec plaisir aux DAMES et MESSIEURS de Québec sa troisième visite en cette ville pour y donner des LECONS dans les branches ci-dessus à tous ceux qui voudront bien engager ses services.

EN SIX COURTES LEÇONS,

par son procédé ingénieux qui unit l'élégance du dessin à l'aisance et la rapidité de l'exécution, il dompte la main la plus rebelle, et change le plus affreux griffonnage en

UNE TRÈS-BELLE MAIN COURANTE,

convenable pour les affaires commerciales et la correspondance.

Conditions : \$3 pour le Cours, le succès est garanti.

S'adresser chez M. GEORGE CARY, imprimeur et rédacteur du *Quebec Mercury*, rue la Fabrique.

M. PELTIER se propose, avant de commencer à donner des leçons, de publier une édition québécoise de son admirable système de Sténographie qui a rencontré un si grand encouragement dans la ville de Montréal. Cet ouvrage sera publié aussitôt que l'auteur aura obtenu quatre cents souscripteurs, et il sera imprimé sur une seule page de papier foolscap. Il aura ainsi un grand avantage sur les livres de Sténographie vu qu'il n'y aura pas de feuilles à tourner par rapport aux références, et toute personne intelligente, sans l'aide d'un maître, pourra après quelques heures d'étude et de pratique lire et écrire la Sténographie avec facilité. Le prix de chaque copie ne sera que 25 cents.

Le public apprendra par des annonces dans les journaux le jour que M. L. P. ouvrira ses classes de Calligraphie et de Sténographie.

10 août 1859.

UN JEUNE HOMME désire trouver de l'emploi comme apprenti-imprimeur. S'adresser à ce bureau. Québec 26 juillet 1859.

AVIS.

DEUX OU TROIS MESSIEURS seront regus comme pensionnaires ; et, au besoin, deux chambres, peuvent être louées pour messieurs et dames.

S'adresser au soussigné rue Saint-Nicolas No. 12, près de la porte du Palais.

GODFROY SAINT-PIERRE.
Québec 13 juillet 1859.

L. M. DARVEAU, PROPRIÉTAIRE ET RÉDACTEUR.